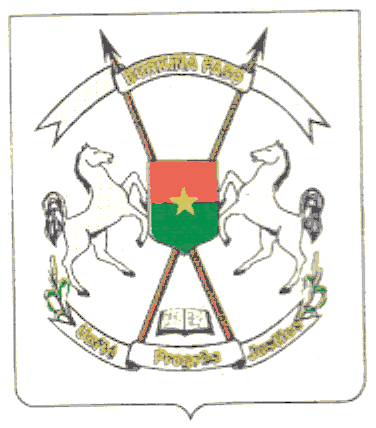
**Ministère de l’Eau et de l’Assainissement BURKINA FASO**

****

**=-=-=-=-= Unité – Progrès – Justice**

**Cabinet =-=-=-=-=**

**=-=-=-=-=**

**Plan d’actionS 2016 – 2020 du programme national d’approvisIonnement en eau potable**

*[Version définitive]*

**Septembre 2017**

**LISTE DES TABLEAUX**

[Tableau 1 : Actions et résultats attendus 8](#_Toc482105926)

[Tableau 2 : Actions et activités 9](#_Toc482105927)

[Tableau 3 : Cadre logique du PN AEP 2016-2020 11](#_Toc482105928)

[Tableau 4 : Chronogramme de mise en œuvre des activités 2016-2020 13](#_Toc482105929)

[Tableau 5 : Responsabilités des acteurs pendant la phase 2016-2020 23](#_Toc482105930)

[Tableau 6 : Indicateurs de performance du PN AEP 28](#_Toc482105931)

[Tableau 7 : Budget détaillé des activités sur la période 2016-2020 32](#_Toc482105932)

[Tableau 9 : Risques et mesures d'atténuation III](#_Toc482105933)

**SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

|  |  |
| --- | --- |
| AEP | : Approvisionnement en Eau Potable |
| AEPA | : Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement |
| AEPS | : Système d’Adduction d’Eau Potable Simplifié |
| AFDH | : Approche Fondée sur les Droits humains |
| BPO | : Budget Programme par Objectif |
| CPE | : Centre de production d’eau potable |
| CT | : Collectivités Territoriales |
| CTE | : Comité Technique de l’Eau |
| DGESS | : Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectorielles |
| IMS-AEP | : intermédiation Sociale en Approvisionnement en Eau Potable |
| ODD | : Objectifs du Développement Durable |
| OMD | : Objectif du Millénaire pour le Développement |
| ONEA | : Office National de l’Eau et de l’Assainissement |
| ONG | : Organisation non-gouvernementale |
| OO | : Objectifs Opérationnels |
| PCD | : Plan Communal de Développement |
| PEM | : Points d’Eau Modernes |
| PMH | : Pompe à Motricité Humaine |
| PN-AEPA | : Programme National d’ Approvisionnement en Eau Potable |
| PNBG | : Politique Nationale de la Bonne Gouvernance |
| PNP | : Politique Nationale de la Population |
| PPP | : Partenariat Public Privé |
| PTF | : Partenaires Techniques et Financiers |
| SCADD | : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable |

**Table des matières**

[LISTE DES TABLEAUX ii](#_Toc482105742)

[SIGLES ET ABRÉVIATIONS iii](#_Toc482105743)

[1 INTRODUCTION 1](#_Toc482105744)

[2 CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE 2](#_Toc482105745)

[3 BILAN DU PN-AEPA ET OPPORTUNITES DU PN-AEP 2](#_Toc482105746)

[3.1 Forces et faiblesses du PN-AEPA horizon 2015 3](#_Toc482105747)

[3.2 Opportunités et menaces du PN AEP horizon 2030 4](#_Toc482105748)

[4 DESCRIPTION DU PN- AEP HORIZON 2030 5](#_Toc482105749)

[4.1 Objectifs 5](#_Toc482105750)

[4.1.1 Objectif stratégique 5](#_Toc482105751)

[4.1.2 Objectifs opérationnels 5](#_Toc482105752)

[4.2 Approches stratégiques 5](#_Toc482105753)

[4.3 Actions, résultats attendus et activités 8](#_Toc482105754)

[5 CADRE LOGIQUE 11](#_Toc482105755)

[6 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE SUR LA PERIODE 2016-2020 13](#_Toc482105756)

[7 ANCRAGE INSTITUTIONNEL 21](#_Toc482105757)

[7.1 Coordination et pilotage du programme 21](#_Toc482105758)

[7.2 Structures spécifiques de promotion du programme 21](#_Toc482105759)

[7.3 Structures responsables de l’exécution des actions 23](#_Toc482105760)

[8 SUIVI/ÉVALUATION 27](#_Toc482105761)

[8.1 Description du dispositif 27](#_Toc482105762)

[8.2 Matrice de performance 28](#_Toc482105763)

[9 COUT DU PLAN D’ACTION SUR LA PERIODE 2016-2020 32](#_Toc482105764)

[10 MODALITES DE FINANCEMENT - 36 -](#_Toc482105765)

[10.1 La contribution de l’ETAT - 36 -](#_Toc482105766)

[10.2 La contribution des Partenaires Techniques et Financiers - 36 -](#_Toc482105767)

[10.3 . La contribution des ONG - 36 -](#_Toc482105768)

[10.4 La contribution des collectivités territoriales - 36 -](#_Toc482105769)

[10.5 . La contribution du privé - 37 -](#_Toc482105770)

[10.6 . La contribution des usagers - 37 -](#_Toc482105771)

[11 HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 – 2020 - 38 -](#_Toc482105772)

[11.1 Hypothèses - 38 -](#_Toc482105773)

[11.2 . Risques et mesures d’atténuations - 38 -](#_Toc482105774)

# INTRODUCTION

La formulation du Programme National d’Approvisionnement en Eau Potable (PN-AEP) s’inscrit dans un contexte marqué au niveau international par l’échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la définition des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l’horizon 2030. Conformément à la déclaration de Rio en 2012 sur le développement durable, les Nations Unies ont défini les objectifs du développement durable (ODD) pour guider les Etats dans la mise en œuvre du développement durable au niveau national, sous régional et mondial. L’objectif 6 relatif à l’eau et à l’assainissement est de « garantir l’accès de tous à l’eau et à l’assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Au niveau sous-région, les Chefs d’Etat et de Gouvernement se sont engagés à garantir un accès à l’eau potable pour tous à travers la Déclaration de position commune africaine du 31 janvier 2014 sur le programme de développement pour l’après 2015 lors de la 22ème session ordinaire de la conférence de l’Union africaine à Addis Abeba.

Au plan national, on note la fin du Programme National d’Approvisionnement en Eau Potable et d’Assainissement (PN-AEPA) à l’horizon 2015 et de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) ainsi que la définition d’un nouveau référentiel de développement, le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

La formulation du présent Plan d’actions opérationnel 2016-2020 qui constitue la première phase du PN AEP 2016-2030 est la déclinaison sur cinq ans des actions définies dans ledit Programme. Cette formulation, objet du présent document, s’appuie sur les résultats déjà atteints, sur les enseignements tirés des dix années précédentes du PN-AEPA, sur les orientations stratégiques prises par le Gouvernement en matière de développement économique et sociale, et sur les défis à relever en matière d’approvisionnement en eau potable.

# CADRES POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

Au Burkina Faso, de nombreux documents de politique et stratégies ont été adoptés dans divers secteurs de développement pour orienter les acteurs à moyen et long terme. Ces politiques et stratégies peuvent être classées en trois grandes catégories à savoir celles qui relèvent du domaine de la gouvernance, du domaine développement durable et de l’environnement mais aussi de domaine spécifique comme celui de l’eau:

* la Politique Nationale de Population (PNP) adoptée en 1991 ;
* la politique et stratégies en matière d’eau adoptée en 1998 ;
* la Réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieux rural et semi-urbain adoptée en 2000 .la Politique nationale de bonne gouvernance (PNBG) adoptée en 2005 ;
* le Programme National d’Approvisionnement en Eau Potable (PNAEP) adopté en 2016 ;
* la politique nationale en matière d’environnement adoptée en 2007 ;
* la Politique nationale de développement durable (PNDD) adopté en 2014 ;
* la Politique Nationale Genre (PNG) adoptée en juillet 2009 ;
* le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) adopté en juin 2016 ;
* le Programme National d’Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PN/AEPA) adopté en 2006 ;
* le PN/AEP vise l’accès universel à l’Eau Potable à l’horizon 2030.

# BILAN DU PN-AEPA ET OPPORTUNITES DU PN-AEP

Au 31 décembre 2015 on dénombre 58 003 Points d’Eau Modernes (PEM), dont 48 808 forages et 8 258 puits modernes. Le taux de fonctionnalité des pompes à motricité humaine équipant les forages était de 88,7 %. 937 Système d’Adduction d’Eau Potable Simplifié (AEPS) et Poste d’Eau Modernes (PEA) ont été réalisées avec un taux de fonctionnalité de 84,1%. Ces différents ouvrages réalisés ont permis de faire passer le taux d’accès à l’eau potable de 52% en 2006 à 65% en 2015 en milieu rural.

En milieu urbain, 57 centres sont gérés par l’ONEA dont 37 alimentés à partir d’eau souterraine, 12 à partir d’eau de surface et 7 à partir de source mixe (eau souterraine + eau de surface). La consommation totale au réseau ONEA est 68 079 447 m3 soit un taux d’accès à l’eau potable en milieu urbain au 31 décembre 2015 de 89,9%.

## Forces et faiblesses du PN-AEPA horizon 2015

La dynamique de l'approche programme initiée depuis 2006 a positivement impacté le fonctionnement institutionnel et le pilotage du secteur. Le secteur est même considéré comme étant l'un des plus dynamiques au niveau du cadre national de suivi de la SCADD.

Il y a une plus grande affirmation du rôle de l'Etat notamment au niveau déconcentré où un minimum de moyens a été octroyé à toutes les directions régionales en charge de l'eau pour leur permettre de faire face à leur mission régalienne. Des progrès sont par ailleurs observés en matière d'implication des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé. A titre d'exemple grâce au processus des comités régionaux de pilotage du PN-AEPA, on note une meilleure connaissance et reconnaissance de la contribution des ONG notamment au niveau local. Tout ceci a permis d’avoir une meilleure lisibilité et visibilité de l'action publique en matière d'eau et d'assainissement.

Il ressort toutefois des différents rapports d'évaluation que le fonctionnement des comités de pilotage et des revues sectorielles n'a pas été optimale. La fonction "pilotage" n'a été véritablement assurée et les échanges ne permettent pas d'aboutir à des avancées significatives sur des questions stratégiques (équité, durabilité, décentralisation, reddition des comptes, etc.). Par ailleurs, il apparait que la participation aux échanges des Administrations déconcentrées, des représentants des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et du secteur privé n’est pas significative.

Le cadre institutionnel a par ailleurs été caractérisé par de fréquents changements de structures et de leurs attributions à tous les niveaux conduisant parfois à la perte de l’information, à la diminution des capacités et aux déficits d‘information des administrés sur les missions de leur administration publique.

L'ONEA a toutefois été épargné par cette instabilité institutionnelle. Cet avantage couplé avec son autonomie de gestion et la qualité de sa gouvernance lui ont permis de se construire une notoriété qui dépasse les frontières du pays. Son modèle inspire et amène un nombre croissant d’acteurs à proposer une organisation similaire pour l'AEPA en milieu rural.

Au niveau décentralisé le principal problème est relatif à la faible capacité financière des communes à disposer de services techniques compétents et à recruter du personnel qualifié pour gérer l’AEPA et recevoir/capitaliser l'appui-conseil des services techniques de l'Etat

Du côté des PTF on note une meilleure organisation de leur participation au dialogue sectoriel. Ils ont joué un rôle moteur dans le renforcement institutionnel du secteur. La plus belle manifestation de ce processus a été la mise en place de l'ABS en 2010 et d'un panier commun pour accompagner les réformes sectorielles. Toutefois, ce dialogue sectoriel très dynamique au démarrage du processus de l'approche programme est devenu au fil des années de plus en plus déséquilibré avec une prééminence des PTF. Les fréquents changements institutionnels et de management ainsi que l’affaiblissement structurel de ressources humaines et des capacités managériales au sein de l'administration expliqueraient en grande partie cette situation.

## Opportunités et menaces du PN AEP horizon 2030

Les principales opportunités comprennent:

* la volonté politique manifestée par la prise en compte de l’accès à l’eau potable comme une priorité de développement à travers la constitutionnalisation du droit à l’eau potable;
* la récente création d’un ministère dédié à l’eau et à l’assainissement ;
* l’engagement PTF à soutenir le secteur de l’eau potable.

Les principales menaces comprennent :

* l’instabilité institutionnelle du secteur de l’eau ;
* la faible implication des populations à la pérennisation des services publics de l’eau ;
* les changements climatiques.

# DESCRIPTION DU PN- AEP HORIZON 2030

## Objectifs

### Objectif stratégique

L'objectif stratégique du PN-AEP est de satisfaire durablement les besoins en eau potable des populations en quantité et en qualité.

Le programme contribue à opérationnaliser les objectifs spécifiques n° 1 et n°5 de la politique nationale de l’eau.

### Objectifs opérationnels

Pour l’atteinte de l’objectif stratégique les trois (03) objectifs opérationnels suivants sont définis :

* assurer un accès universel des populations aux services d’eau potable conformément à l'approche fondée sur les droits humains (AFDH) ;
* contribuer à la gestion durable des infrastructures d’AEP, dans le respect de l’accès universel au service de l’eau potable ;
* améliorer les capacités de pilotage et de gestion du sous-secteur.

## Approches stratégiques

En relation avec les orientations stratégiques définies par la politique nationale de l'eau, le PN AEP retient les axes stratégiques suivants :

* **Axe 1 – Connaissance du secteur eau[[1]](#footnote-1) :**
* Développer et vulgariser la recherche-action dans le domaine de l’eau pour l’AEP.
* Renforcer les capacités de connaissance, de suivi et d’évaluation des ressources en eau pour l’AEP.
* Favoriser l’acquisition, l’exploitation et la diffusion de données sur l’eau à usage d’AEP.
* Réduire les risques liés à l’eau par une meilleure connaissance de ces risques et la mise en œuvre des mesures préventives.
* **Axe 2 – Mobilisation de la ressource en eau :**
* Promouvoir l’approche service de l’eau au sens large.
* Accroître les investissements pour la mobilisation (production, traitement, transport, distribution et commercialisation) des ressources en eau souterraines et de surface pour l’AEP, en vue de réaliser l’accès universel à l’eau tout en ciblant prioritairement les villages/localités/quartiers sans accès à l’eau potable.
* **Axe 3 – La gestion du service public de l’eau :**
* Poursuivre la mise en œuvre de la réforme du système de gestion des infrastructures d’AEP en milieu rural et semi-urbain, tout en veillant à garantir par l’État et les collectivités territoriales, l’accès des populations les plus démunies à l’eau, par l’institution de mécanismes appropriés qui assurent l’équité et la durabilité.
* En milieu urbain, améliorer l’efficience et l’efficacité de la délivrance du service de l’eau tout en prenant les mesures idoines pour maintenir l’équilibre financier du sous-secteur AEP en milieu urbain.
* Promouvoir le développement du partenariat public privé dans la gestion des infrastructures et le service public de l’eau.
* **Axe 4 – Pilotage du secteur eau :**
* Assurer un meilleur pilotage du secteur en mettant un place un dispositif institutionnel efficace, un cadre d’intervention unifié et des outils de gestion et de pilotage efficients.
* Mettre en place un plan de développement des ressources humaines du secteur en relation avec les nouveaux objectifs.
* **Approche nouvelle pour l’AEP**

Tout comme pour le PN AEPA 2015, le PN AEP 2030 reste le cadre programmatique national pour le développement du sous-secteur de l’AEP mais doit prendre en compte des mutations opérées dans la nouvelle politique de l’eau qui veut que : *« La réalisation de l’approvisionnement en eau potable (AEP) applique une approche centrée sur les* ***droits humains*** *pour la définition des priorités ».* Ainsi donc, la nouvelle politique, qui découle de la volonté du Burkina d’aller d’ici 2030 à *« l’accès universel à l’eau potable [[2]](#footnote-2)»,* suggère que la distinction entre AEP en milieu rural et AEP en milieu urbain soit progressivement abandonnée et qu’il faut mobiliser l’eau là où la ressource est disponible et la mettre à la disposition des différents usages.

Le PN AEP 2030, qui est prévu pour traduire dans les faits cet objectif (accès universel à l’AEP), doit tenir compte de trois types de difficultés que sont : (i) la faible capacité d’exécution en matière d’AEP face à un aussi grands nombre d’ouvrages d’adduction d’eau à réaliser ; (ii) la difficulté à mobiliser d’importants financements en 15 ans dans un contexte de crise mondiale ; (iii) le management du programme par des maîtres d’ouvrages (communes) insuffisamment formés pour le conduire.

L’accès universel à l’AEP devra se réaliser graduellement avec des objectifs intermédiaires. Le PN AEP 2030 est prévu pour se dérouler en quinze ans soit trois phases de cinq ans (2016-2020, 2021-2025, 2026-2030). Les actions stratégiques constitueront l’ossature pour la formulation des *« études et réalisations de système d’AEP appliquant une approche centrée sur les droits humains pour la définition des priorités »* :

* **En lien avec l'approche fondée sur les droits humains :**

A la différence de l’approche classique de développement (traduite par la satisfaction des besoins essentiels), l’Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) reconnaît les besoins fondamentaux des personnes comme étant des droits universels dont ils sont détenteurs. Ceux-ci deviennent des acteurs clés dans leur propre développement, plutôt que des bénéficiaires passifs de biens et de services. Cette approche les renforce considérablement dans leurs revendications. Face aux détenteurs de droits, l’AFDH identifie des débiteurs d’obligations. L’État a l’obligation de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits de l’homme relatifs à l’eau. L’ambition de l’AFDH est de renforcer à la fois les capacités des détenteurs de droits à faire valoir leurs revendications et les capacités des débiteurs d’obligations à s’acquitter de leurs obligations. Par essence, l’AFDH applique les principes de non-discrimination et d’universalité des droits et donc met l’accent sur les groupes marginalisés, défavorisés et exclus. Pour la mise en œuvre du droit à l’eau (et à l’assainissement), les Nations Unis ont défini 5 principes clés qui doivent guider les actions des différentes parties prenantes : 1) la non-discrimination et l’équité ; 2) l’accès à l’information et la transparence ; 3) la participation et l’inclusion ; 4) la redevabilité ou responsabilité des autorités publiques ; 5) la durabilité et la non-régression. L’intégration de l’approche fondée sur les droits humains dans le secteur de l’eau et de l’assainissement doit contribuer à assurer ou améliorer la prise en compte des 5 principes de l’AFDH dans la planification, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation en matière d’Approvisionnement en Eau Potable. Pour ce faire, les interventions visant à promouvoir l’AFDH dans le secteur de l’eau pourront s’appuyer sur les quatre propositions d’axes opérationnels interdépendants et complémentaires :

* La formation des débiteurs d’obligations et des détenteurs de droits sur l’AFDH dans le secteur de l’eau ;
* La supervision et le suivi-évaluation de l’application de l’AFDH au sein des projets et programmes eau ;
* Le développement des outils et de méthodes nécessaires pour mettre en œuvre les droits humains au niveau local ;
* L’appui aux actions concrètes de promotion des droits humains.

Le développement du service de l’eau potable du faite de sa complexité et qui fait ressortir l’ensemble de la planification du programme sera développé au point suivant.

## Actions, résultats attendus et activités

Le tableau ci-après fait ressortir les actions et produits attendus dans le cadre du PN AEP 2016-2030.

Tableau 1 : Actions et résultats attendus

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Actions** | **Objectifs Opérationnel (OO)** | **Résultats attendus** |
| Action1 : Accès universel à l’eau potable | OO 1: Assurer un accès universel des populations aux services d’eau potable conformément à l'approche fondée sur les droits humains (AFDH) | 1. Tout le cycle de réalisation des ouvrages (programmation, intermédiation sociale, études, travaux) respecte les principes de l'AFDH |
| 1. La connaissance du potentiel des ressources utilisables pour l'eau potable est améliorée |
| 1. Les infrastructures pour le développement du service de l’eau sont réalisées en milieu rural |
| 1. Les infrastructures pour le développement du service de l’eau sont réalisées en milieu urbain (périmètre ONEA) |
| 1. les AEPS sont réhabilitées et mises à niveau et les PMH non fonctionnels sont réhabilités |
| Action 2 : Gestion du service public de l'eau | **Objectif opérationnel 2 :** Contribuer à la gestion durable des infrastructures d’AEP, dans le respect de l’accès universel au service de l’eau potable | 1. Les outils/guides de gestion/suivi du service public de l'eau sont adaptés au nouveau contexte (service universel, AFDH, PPP) et appliqués |
| 1. Le partenariat public-privé pour le développement du service public de l'eau est promu, en synergie avec le programme gouvernance |
| 1. La régulation du service public de l'eau est assurée |
| 1. Des solutions sont étudiées et mises en œuvre pour favoriser l'accès au service pour les couches les plus vulnérables |
| 1. Les capacités des communes à jouer leur rôle de maitre d'ouvrage du service public de l'eau sont renforcées en synergie avec le programme gouvernance. |
| 1. L'intercommunalité pour le développement du service public de l'eau est promu en synergie avec le programme gouvernance |
| 1. L’efficacité, l’efficience et la durabilité du service public de l’eau en milieu urbain sont assurées |
| 1. La surveillance de la qualité de l’eau de consommation est assurée |
| Action 3 : Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion | OO 3: Améliorer les capacités de pilotage et de gestion du sous-secteur | 1. Les capacités des acteurs du sous-secteur AEP sont renforcées en synergie avec le programme gouvernance |
| 1. Une stratégie de communication opérationnelle pour l’information, la sensibilisation de tous les acteurs du PNAEP est élaborée et mise en œuvre |
| 1. Un guide d'intermédiation sociale AEP intégrant l'approche AFDH est opérationnalisé |
| 1. Les outils de programmation et de suivi-évaluation sectoriels sont opérationnalisés dans leur volet AEP, en synergie avec le programme gouvernance |

L’opérationnalisation de la phase 2016 – 2020 sera basée sur un ensemble d’activités cohérentes entre elles dont le but est l’atteinte des résultats sus mentionnés.

Le tableau ci – après fait la synthèse des activités retenues au cours de ladite période

Tableau 2 : Actions et activités

|  |  |
| --- | --- |
| **Actions/Activités** | |
| **1.** | **Action 1 : Accès universel à l’eau potable** |
| 1.1 | Tenir des ateliers de ciblage des investissements en utilisant les outils sectoriels de programmation (PCD-AEPA, BPO et sa matrice d'arbitrage, etc.) de façon à garantir la performance et l'équité |
| 1.2 | Conduire l’intermédiation sociale suivant le guide IMS-AEP |
| 1.3 | Réaliser l’inventaire des forages à grand débit dans les communes |
| 1.4 | Réaliser des implantations de forages à gros débit pour les CPE |
| 1.5 | Identifier et définir des caractéristiques des sites d’eau de surface (barrages existants et cours d’eau) pouvant être exploités pour l’AEP |
| 1.6 | Réaliser des forages à gros débit pour les CPE |
| 1.7 | Réaliser des piézomètres |
| 1.8 | Réaliser des études de CPE à partir d’eau de surface |
| 1.9 | Réaliser des études de CPE à partir d’eaux souterraines |
| 1.10 | Construire des CPE à partir d’eau de surface |
| 1.11 | Construire des CPE à partir d’eaux souterraines |
| 1.12 | Réaliser des études d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |
| 1.13 | Réaliser les travaux d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |
| 1.14 | Réaliser des études d’adduction d’eau potable multi-villages |
| 1.15 | Construire des systèmes d’adduction d’eau potable multi-villages |
| 1.16 | Implanter et réaliser des PMH dans les villages |
| 1.17 | Réaliser des études d'AEPS |
| 1.18 | Réaliser des travaux de construction de nouvelles AEPS |
| 1.19 | Augmenter les capacités de production de l’ONEA |
| 1.20 | Augmenter les capacités de stockage de l’ONEA |
| 1.21 | Etendre les réseaux de distribution de l’ONEA |
| 1.22 | Créer de nouveaux centres ONEA |
| 1.23 | Réhabiliter/Mettre à niveau des AEPS |
| 1.24 | Réhabiliter des PMH |
| **2.** | **Action 2 : Gestion du service public de l'eau** |
| 2.1 | Actualiser et poursuivre la mise œuvre de la Réforme de gestion des ouvrages hydrauliques |
| 2.2 | Finaliser et adopter la stratégie PPP sectorielle |
| 2.3 | Accompagner les maitres d'ouvrages dans la mise en place de dispositifs PPP |
| 2.4 | Informer/sensibiliser les opérateurs économiques et des autres acteurs du sous-secteur sur le PPP |
| 2.5 | Diffuser la stratégie PPP auprès des opérateurs économiques et des acteurs de l’eau potable |
| 2.6 | Mener une étude et mettre en place une régulation du service public de l'eau |
| 2.7 | Adopter et appliquer une péréquation des prix adaptée à un système de gestion durable des infrastructures (politique tarifaire en milieu rural et semi-urbain) |
| 2.8 | Organiser un dialogue social sur le prix de l’eau au niveau régional et national (concertations) |
| 2.9 | Accompagner les communes pour l'identification de solutions locales d'inclusion des couches vulnérables |
| 2.10 | Organiser dans les 13 régions, des campagnes d’information/sensibilisation des communes sur l’intercommunalité |
| 2.11 | Relire les critères d’allocation des ressources transférées et intégrer Les modalités pratiques qui prennent en compte l’équité, l’encouragement à l’efficacité et l’efficience, le regroupement pour les travaux et la mutualisation pour la gestion des ouvrages |
| 2.12 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur l’intercommunalité |
| 2.13 | Poursuivre les activités d’optimisation des charges d’exploitation |
| 2.14 | Elaborer une stratégie nationale de surveillance de la qualité de l’eau de consommation |
| 2.15 | Mettre en œuvre la stratégie de surveillance de la qualité de l’eau de consommation : élaboration des outils, renforcement des capacités techniques |
| 2.16 | Renforcer le réseau de laboratoire, mécanisme de financement pérenne du fonctionnement du dispositif de surveillance |
| **3.** | **Action 3: Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion** |
| 3.1 | Elaborer et mettre en œuvre en lien avec le programme gouvernance, des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur AEP : publics, CT, ONG, privés |
| 3.2 | Tenir des ateliers régionaux, provinciaux et communaux d’information et de communication du programme (PN AEP) |
| 3.3 | Mettre en oeuvre la stratégie de communication pour l’information et la sensibilisation des acteurs stratégiques du PN-AEP |
| 3.4 | Vulgariser le guide IMS-AEP |
| 3.5 | Suivre et capitaliser l’application du guide IMS –AEP sur le terrain |
| 3.6 | Elaborer les outils d’opérationnalisation du programme(manuel de suivi évaluation, manuel d’exécution, canevas de rapportage du PN AEP, manuel de procédures administrative, financière et comptable, plan de communication, BPO régionaux et communaux, fiches de programmations, PCD-AEPA, normes et critères, document de prescription technique des ouvrages AEP, etc.) |
| 3.7 | Elaborer un système de monitoring des principes de l’AFDH dans le cycle de réalisation des ouvrages y compris évaluation de l’accès des pauvres aux services d’eau potable |
| 3.8 | Mettre en œuvre la feuille de route d’AMOC en matière d’AEP |

# CADRE LOGIQUE

Tableau 3 : Cadre logique du PN AEP 2016-2020

| LOGIQUE D’INTERVENTION | INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES | SOURCES DE VERIFICATION | HYPOTHESES ET RISQUES |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif stratégique : Satisfaire durablement les besoins en eau potable de la population en quantité et en qualité | **Ind 1 :** Proportion de la population satisfaite par le service public d'eau potable | Rapports d'évaluation du PN-AEP | Instabilité politique pouvant perturber ou compromettre le fonctionnement de l’administration ou la mise en œuvre de l’aide au développement |
| Objectif opérationnel 1 :  Assurer un accès universel des populations aux services d'eau potable conformément à l'AFDH | **Ind 1**: Taux national d’accès à l'eau potable | Rapports d’exécution du PN-AEP | Instabilité sociale suite à la revendication de leurs droits par les citoyens |
| Ind 2 : Proportion de personnes vulnérables ayant un accès aux services durables d’AEP | Rapports d'évaluation du PN-AEP | Volonté politique de favoriser l'accès au service public de l'eau aux couches les plus vulnérables de la population à travers notamment la mise en place d'une politique de tarification combinant la durabilité du service et la solidarité nationale |
| Objectif opérationnel 2 : Contribuer à la gestion durable des infrastructures d’AEP, dans le respect de l’accès universel au service de l’eau potable | **Ind1 :** Rendement total des installations de l’ONEA | Rapports de performance de l’ONEA | Instabilité sociale suite à la revendication de leurs droits par les citoyens |
| Ind 2 : Taux de fonctionnalité des ouvrages d’AEP (PMH, AEPS, AEP) | Rapports d’exécution du PN-AEP | Résistances aux réformes institutionnelles y compris la décentralisation |
| Objectif opérationnel 3 : Améliorer les capacités de pilotage et de gestion du sous-secteur | Ind 1 : Taux de renseignement des indicateurs de suivi-évaluation du programme AEP | Budgets sectoriels  Rapports d’exécution du PN-AEP Rapports de programmation du PN-AEP | Résistances aux réformes institutionnelles y compris la décentralisation |
| **Ind 2 :** Taux d’exécution financière du PN-AEP | Rapport performance PN-AEP | Résistances aux réformes institutionnelles y compris la décentralisation |

# CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE SUR LA PERIODE 2016-2020

Tableau 4 : Chronogramme de mise en œuvre des activités 2016-2020 du PN/AEP

| N° | **Programme/Actions/Activités** | **Programmation physique en unité** | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Programme : Eau potable** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
| **1.** | **Action 1 : Accès universel à l’eau potable** | | | | | |
| 1.1 | Tenir des ateliers de ciblage des investissements en utilisant les outils sectoriels de programmation (PCD-AEPA, BPO et sa matrice d'arbitrage, etc.) de façon à garantir la performance et l'équité |  | X | X | X | X |
| 1.2 | Conduire l’intermédiation sociale suivant le guide IMS-AEP |  | X | X | X | X |
| 1.3 | Réaliser l’inventaire des forages à grand débit dans les communes |  | X | - | - | - |
| 1.4 | Réaliser des implantations de forages à gros débit pour les CPE |  | X | X | X | X |
| 1.5 | Identifier et définir des caractéristiques des sites d’eau de surface (barrages existants et cours d’eau) pouvant être exploités pour l’AEP |  | X |  |  |  |
| 1.6 | Réaliser des forages à gros débit pour les CPE |  | X | X | X | X |
| 1.7 | Réaliser des piézomètres |  | X | X | X | X |
| 1.8 | Réaliser des études de CPE à partir d’eau de surface |  | X | X | X | X |
| 1.9 | Réaliser des études de CPE à partir d’eaux souterraines |  | X | X | X | X |
| 1.10 | Construire des CPE à partir d’eau de surface |  | X | X | X | X |
| 1.11 | Construire des CPE à partir d’eaux souterraines |  | X | X | X | X |
| 1.12 | Réaliser des études d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |  | X | X |  |  |
| 1.13 | Réaliser les travaux d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |  |  | X | X |  |
| 1.14 | Réaliser des études d’adduction d’eau potable multi-villages |  |  | X | X | X |
| 1.15 | Construire des systèmes d’adduction d’eau potable multi-villages |  | X | X | X | X |
| 1.16 | Implanter et réaliser des PMH dans les villages | X | X | X | X | X |
| 1.17 | Réaliser des études d'AEPS |  | X | X | X | X |
| 1.18 | Réaliser des travaux de construction de nouvelles AEPS | X | X | X | X | X |
| 1.19 | Augmenter les capacités de production de l’ONEA |  | X | X | X | X |
| 1.20 | Augmenter les capacités de stockage de l’ONEA |  | X | X | X | X |
| 1.21 | Etendre les réseaux de distribution de l’ONEA |  | X | X | X | X |
| 1.22 | Créer de nouveaux centres ONEA |  | X | X | X | X |
| 1.23 | Réhabiliter/Mettre à niveau des AEPS | X | X | X | X | X |
| 1.24 | Réhabiliter des PMH | X | X | X | X | X |
| **2.** | **Action 2 : Gestion du service public de l'eau** | | | | | |
| 2.1 | Actualiser et poursuivre la mise œuvre de la Réforme de gestion des ouvrages hydrauliques |  | X | X | X | X |
| 2.2 | Finaliser et adopter la stratégie PPP sectorielle | X | X | X |  |  |
| 2.3 | Accompagner les maitres d'ouvrages dans la mise en place de dispositifs PPP |  |  | X | X | X |
| 2.4 | Informer/sensibiliser les opérateurs économiques et des autres acteurs du sous-secteur sur le PPP |  |  | X | X | X |
| 2.5 | Diffuser la stratégie PPP auprès des opérateurs économiques et des acteurs de l’eau potable |  |  | X | X |  |
| 2.6 | Mener une étude et mettre en place une régulation du service public de l'eau |  | X | X | X | X |
| 2.7 | Adopter et appliquer une péréquation des prix adaptée à un système de gestion durable des infrastructures (politique tarifaire en milieu rural et semi-urbain) |  | X | X | X | X |
| 2.8 | Organiser un dialogue social sur le prix de l’eau au niveau régional et national (concertations) |  | X | X | X | X |
| 2.9 | Accompagner les communes pour l'identification de solutions locales d'inclusion des couches vulnérables |  | X | X | X | X |
| 2.10 | Organiser dans les 13 régions, des campagnes d’information/sensibilisation des communes sur l’intercommunalité |  |  | X | X |  |
| 2.11 | Relire les critères d’allocation des ressources transférées et intégrer Les modalités pratiques qui prennent en compte l’équité, l’encouragement à l’efficacité et l’efficience, le regroupement pour les travaux et la mutualisation pour la gestion des ouvrages |  |  | X |  |  |
| 2.12 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur l’intercommunalité |  |  | X | X | X |
| 2.13 | Poursuivre les activités d’optimisation des charges d’exploitation |  | X | X | X | X |
| 2.14 | Elaborer une stratégie nationale de surveillance de la qualité de l’eau de consommation |  | X | X | X | X |
| 2.15 | Mettre en œuvre la stratégie de surveillance de la qualité de l’eau de consommation : élaboration des outils, renforcement des capacités techniques |  |  | X | X | X |
| 2.16 | Renforcer le réseau de laboratoire, mécanisme de financement pérenne du fonctionnement du dispositif de surveillance |  | X | X | X | X |
| **3.** | **Action 3: Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion** | | | | | |
| 3.1 | Elaborer et mettre en œuvre en lien avec le programme gouvernance, des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur AEP : publics, CT, ONG, privés |  | X | X | X | X |
| 3.2 | Tenir des ateliers régionaux, provinciaux et communaux d’information et de communication du programme (PN AEP) |  | X | X |  |  |
| 3.3 | Mettre en œuvre la stratégie de communication pour l’information et la sensibilisation des acteurs stratégiques du PN-AEP |  | X | X | X | X |
| 3.4 | Vulgariser le guide IMS-AEP |  | X | X | X | X |
| 3.5 | Suivre et capitaliser l’application du guide IMS –AEP sur le terrain |  | X | X | X | X |
| 3.6 | Elaborer les outils d’opérationnalisation du programme(manuel de suivi évaluation, manuel d’exécution, canevas de rapportage du PN AEP, manuel de procédures administrative, financière et comptable, plan de communication, BPO régionaux et communaux, fiches de programmations, PCD-AEPA, normes et critères, document de prescription technique des ouvrages AEP, etc.) |  | X | X | X |  |
| 3.7 | Elaborer un système de monitoring des principes de l’AFDH dans le cycle de réalisation des ouvrages y compris évaluation de l’accès des pauvres aux services d’eau potable |  | X | X | X | X |
| 3.8 | Mettre en œuvre la feuille de route d’AMOC en matière d’AEP |  | X | X | X | X |

Tableau 5 : Programmation physique des activités du PN/AEP

| **Programme : Eau potable/ Actions/Activités** | | **Unité** | **Total physique de la phase** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1.** | **Action 1 : Accès universel à l’eau potable** |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.1 | Tenir des ateliers de ciblage des investissements en utilisant les outils sectoriels de programmation (PCD-AEPA, BPO et sa matrice d'arbitrage, etc.) de façon à garantir la performance et l'équité | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 1.2 | Conduire l’intermédiation sociale suivant le guide IMS-AEP | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 1.3 | Réaliser l’inventaire des forages à grand débit dans les communes | Nbre | 1 |  | 1 | - | - | - |
| 1.4 | Réaliser des implantations de forages à gros débit pour les CPE | Nbre | 1 194 |  | 179 | 239 | 358 | 418 |
| 1.5 | Identifier et définir des caractéristiques des sites d’eau de surface (barrages existants et cours d’eau) pouvant être exploités pour l’AEP | Nbre | 1 |  | 1 |  |  |  |
| 1.6 | Réaliser des forages à gros débit pour les CPE | Nbre | 408 |  | 61 | 82 | 122 | 143 |
| 1.7 | Réaliser des piézomètres | Nbre | 294 |  | 44 | 59 | 88 | 103 |
| 1.8 | Réaliser des études de CPE à partir d’eau de surface | Nbre | 13 |  | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1.9 | Réaliser des études de CPE à partir d’eaux souterraines | Nbre | 74 |  | 11 | 15 | 22 | 26 |
| 1.10 | Construire des CPE à partir d’eau de surface | Nbre | 13 |  | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1.11 | Construire des CPE à partir d’eaux souterraines | Nbre | 74 |  | 11 | 15 | 22 | 26 |
| 1.12 | Réaliser des études d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains | Nbre | 186 |  | 69 | 117 |  |  |
| 1.13 | Réaliser les travaux d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains | Nbre | 186 |  |  | 69 | 117 |  |
| 1.14 | Réaliser des études d’adduction d’eau potable multi-villages | Nbre | 87 |  |  | 3 | 36 | 48 |
| 1.15 | Construire des systèmes d’adduction d’eau potable multi-villages | Nbre | 5 |  | 1 | 1 | 2 | 1 |
| 1.16 | Implanter et réaliser des PMH dans les villages | Nbre | 4 402 | 1 619 | 1 623 | 348 | 406 | 406 |
| 1.17 | Réaliser des études d'AEPS | Nbre | 515 |  | 77 | 103 | 155 | 180 |
| 1.18 | Réaliser des travaux de construction de nouvelles AEPS | Nbre | 515 | 83 | 65 | 86 | 130 | 151 |
| 1.19 | Augmenter les capacités de production de l’ONEA | m3 | 248 400 |  | 156 200 | 40 000 | 40 000 | 12 200 |
| 1.20 | Augmenter les capacités de stockage de l’ONEA | m3 | 20 000 |  | 18 300 | 300 | 600 | 800 |
| 1.21 | Etendre les réseaux de distribution de l’ONEA | km | 1 140 |  | 280 | 430 | 150 | 280 |
| 1.22 | Créer de nouveaux centres ONEA | Nbre | 8 |  | 2 | 2 | 2 | 2 |
| 1.23 | Réhabiliter/Mettre à niveau des AEPS | Nbre | 225 | 18 | 31 | 41 | 63 | 72 |
| 1.24 | Réhabiliter des PMH | Nbre | 3 871 | 549 | 498 | 664 | 997 | 1 163 |
| **2.** | **Action 2 : Gestion du service public de l'eau** |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.1 | Actualiser et poursuivre la mise œuvre de la Réforme de gestion des ouvrages hydrauliques | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.2 | Finaliser et adopter la stratégie PPP sectorielle | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.3 | Accompagner les maitres d'ouvrages dans la mise en place de dispositifs PPP | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.4 | Informer/sensibiliser les opérateurs économiques et des autres acteurs du sous-secteur sur le PPP | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.5 | Diffuser la stratégie PPP auprès des opérateurs économiques et des acteurs de l’eau potable | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.6 | Mener une étude et mettre en place une régulation du service public de l'eau | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.7 | Adopter et appliquer une péréquation des prix adaptée à un système de gestion durable des infrastructures (politique tarifaire en milieu rural et semi-urbain) | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.8 | Organiser un dialogue social sur le prix de l’eau au niveau régional et national (concertations) | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.9 | Accompagner les communes pour l'identification de solutions locales d'inclusion des couches vulnérables | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.10 | Organiser dans les 13 régions, des campagnes d’information/sensibilisation des communes sur l’intercommunalité | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.11 | Relire les critères d’allocation des ressources transférées et intégrer Les modalités pratiques qui prennent en compte l’équité, l’encouragement à l’efficacité et l’efficience, le regroupement pour les travaux et la mutualisation pour la gestion des ouvrages | % | 100% |  |  | 100% |  |  |
| 2.12 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur l’intercommunalité | % | 100% |  |  | 33% | 33% | 34% |
| 2.13 | Poursuivre les activités d’optimisation des charges d’exploitation | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.14 | Elaborer une stratégie nationale de surveillance de la qualité de l’eau de consommation | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 2.15 | Mettre en œuvre la stratégie de surveillance de la qualité de l’eau de consommation : élaboration des outils, renforcement des capacités techniques | % | 100% |  |  | 33% | 33% | 34% |
| 2.16 | Renforcer le réseau de laboratoire, mécanisme de financement pérenne du fonctionnement du dispositif de surveillance | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| **3.** | **Action 3: Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion** |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.1 | Elaborer et mettre en œuvre en lien avec le programme gouvernance, des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur AEP : publics, CT, ONG, privés | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 3.2 | Tenir des ateliers régionaux, provinciaux et communaux d’information et de communication du programme (PN AEP) | % | 100% |  | 10% | 40% | 30% | 20% |
| 3.3 | Mettre en oeuvre la stratégie de communication pour l’information et la sensibilisation des acteurs stratégiques du PN-AEP | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 3.4 | Vulgariser le guide IMS-AEP | % | 100% |  | 30% | 40% | 20% | 10% |
| 3.5 | Suivre et capitaliser l’application du guide IMS –AEP sur le terrain | % | 100% |  | 25% | 25% | 25% | 25% |
| 3.6 | Elaborer les outils d’opérationnalisation du programme(manuel de suivi évaluation, manuel d’exécution, canevas de rapportage du PN AEP, manuel de procédures administrative, financière et comptable, plan de communication, BPO régionaux et communaux, fiches de programmations, PCD-AEPA, normes et critères, document de prescription technique des ouvrages AEP, etc.) | % | 100% |  | 30% | 50% | 20% |  |
| 3.7 | Elaborer un système de monitoring des principes de l’AFDH dans le cycle de réalisation des ouvrages y compris évaluation de l’accès des pauvres aux services d’eau potable | % | 100% |  | 15% | 20% | 30% | 35% |
| 3.8 | Mettre en œuvre la feuille de route d’AMOC en matière d’AEP |  |  |  | 30% | 35% | 20% | 15% |

# ANCRAGE INSTITUTIONNEL

## Coordination et pilotage du programme

La tutelle technique et administrative du PN-AEP 2030 sera assurée par le Ministère en charge de l’eau et la tutelle financière par le Ministère en charge des finances. Chacun de ces ministères est structuré en directions générales et centrales, en structures rattachées et de mission, en directions régionales dans les 13 régions du Burkina et en directions provinciales dans les 45 provinces.

Le dispositif de pilotage sera comme suit :

* Au niveau national un Comité National de Pilotage. Il sera conjoint avec le programme Gouvernance et le programme Assainissement des Eaux Usées et Excréta. Ce comité sera présidé par le Secrétaire Général du Ministère en charge de l'Eau. Les sessions de ce comité de pilotage conjoint seront précédées par une rencontre technique centrée sur le programme eau potable  ;
* Au niveau régional, il sera établi une déclinaison du comité national sous l'autorité du Gouvernorat. Les directions régionales en charge de l’eau en assureront le secrétariat technique. Ce comité servira de cadre pour l'opérationnalisation d'un cadre unifié d'intervention permettant de fédérer et d'harmoniser les interventions des différents partenaires dans le respect des orientations stratégiques sectorielles ;
* Au niveau communal, le dispositif des Cadres Communaux de coordination de l'eau et de l'assainissement sera soutenu.

L’ONEA en tant structure en charge du volet urbain du programme fait partie intégrante du dispositif de coordination. Les sessions de son comité de supervision seront considérées comme des rencontres préparatoires aux rencontres techniques préliminaires précédant le comité de pilotage du PN-AEP.

Les comités de pilotage permettront d’impliquer, à l’échelle nationale et régionale, les différentes parties prenantes stratégiques de la mise en œuvre des programmes :

* Les autres ministères concernés ;
* Les collectivités territoriales ;
* Les organisations de la société civile (ONG et associations) ;
* Les opérateurs privés ;
* Les partenaires techniques et financiers.

## Structures spécifiques de promotion du programme

Les structures spécifiques de promotion du programme comprennent le Conseil National de l’Eau, le Comité Technique de l’Eau et les Agences de l’Eau.

Les fonctions principales de ces structures sont d’aider le Gouvernement à travers le Ministère en charge de l’eau à prendre de bonnes décisions, à appliquer de manière effective les actions tendant à la protection des ressources en eau et à la mobilisation des financements pour assurer l’accès à l’eau potable des populations.

**Le Conseil National de l’Eau**

Le Conseil national de l’eau est un organe consultatif placé auprès du Ministère en charge de l’eau et qui apporte son concours à la définition des objectifs généraux et des orientations de la politique nationale de l’eau visant à réaliser l’accès universel à l’eau potable des populations. Il est l’organe par excellence de la mise en œuvre de la coordination intersectorielle et de la participation des parties prenantes dans la mise en œuvre du programme.

**Le Comité Technique de l’Eau (CTE)**

Le Comité Technique de l’Eau est un organe de coordination administrative et d’harmonisation des politiques en matière d’eau des différents départements ministériels. Présidé par le Secrétaire Général du ministère en charge de l’eau, le CTE est utile en ce sens qu’il est l’instance de concertation interministérielle destinée à préparer les avis sur les projets de décisions à soumettre au Gouvernement.

**Les Agences de l’Eau**

Les Agences de l’Eau sont des groupements d’intérêt public destinées à l’exécution d’une mission de service public qui est la mise en œuvre des orientations et les décisions prises dans le domaine de l’eau.

## Structures responsables de l’exécution des actions

Tableau 6 : Responsabilités des acteurs pendant la phase 2016-2020

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Actions | Produits | Structures responsables | Structures partenaires |
| Action 1 : Accès universel à l’eau potable | 1. Tout le cycle de réalisation des ouvrages (programmation, intermédiation sociale, études, travaux) respecte les principes de l'AFDH | Collectivités locales (communes, intercommunalités, régions) | Direction centrale en charge de l’AEP  Directions Régionales en charge de l'eau  Société civile  Autres services déconcentrés contribuant aux objectifs de l'AEP |
| 2. La connaissance du potentiel des ressources utilisables pour l'eau potable est améliorée | Directions Régionales en charge de l'eau | Direction Centrale en charge des ressources en eau  Agences de l'eau  Collectivités locales |
| 3. Les infrastructures pour le développement du service de l’eau sont réalisées en milieu rural | Directions Régionales en charge de l'eau/collectivités locales | Direction Centrale en charge de l'AEP |
| 4. Les infrastructures pour le développement du service de l’eau sont réalisées en milieu urbain | ONEA | Collectivités locales  Direction Centrale en charge de l'AEP  Directions Régionales en charge de l'eau |
| 1. Les AEPS sont réhabilitées et mises à niveau et les PMH non fonctionnels sont réhabilités | Collectivités locales | Directions Régionales en charge de l'eau |
| Action 2 : Gestion du service public de l'eau | 1. Les outils/guides de gestion/suivi du service public de l'eau sont adaptés au nouveau contexte (service universel, AFDH, PPP) et appliqués | Direction Centrale en charge de l'AEP | ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile  Secteur privé |
| 2. Le partenariat public-privé pour le développement du service public de l'eau est promu, en synergie avec le programme gouvernance | Directions Régionales en charge de l'eau | ONEA  Collectivités locales  DGESS  Direction Centrale en charge de l'AEP  Secteur privé |
| 3. La régulation du service public de l'eau est assurée | Direction Centrale en charge de l'AEP | ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile  Secteur privé |
| 4. Des solutions sont étudiées et mises en œuvre pour favoriser l'accès au service pour les couches les plus vulnérables | Direction Centrale en charge de l'AEP | ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile  Secteur privé |
| 5. Les capacités des communes à jouer leur rôle de maitre d'ouvrage du service public de l'eau sont renforcées en synergie avec le programme gouvernance. | Directions Régionales en charge de l'eau | Collectivités locales  Direction Centrale en charge de l'AEP  ONEA  DGESS |
| 6. L'intercommunalité pour le développement du service public de l'eau est promu en synergie avec le programme gouvernance | Direction Centrale en charge de l'AEP | DGESS  ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales |
| 7. L’efficacité, l’efficience et la durabilité du service public de l’eau en milieu urbain sont assurées | ONEA | Ministère en charge de l’eau  Ministère en charge des finances  Collectivités locales |
| 8. La surveillance de la qualité de l’eau de consommation est assurée | Ministère de la Santé | Directions Centrale et régionales en charge de l'AEP  Directions centrales et régionales en charge de l’assainissement des eaux usées et excreta  Communes  ONEA  Délégataires du service public de l’eau |
| Action 3 : Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion | 1. Les capacités des acteurs du sous-secteur AEP sont renforcées en synergie avec le programme gouvernance | Direction Centrale en charge de l'AEP | DGESS  ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile  Secteur privé |
| 2. Une stratégie de communication opérationnelle pour l’information, la sensibilisation de tous les acteurs du PNAEP est élaborée et mise en œuvre | Direction Centrale en charge de l'AEP | DGESS  ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile |
| 3. Un guide d'intermédiation sociale AEP intégrant l'approche AFDH est opérationnalisé | Direction Centrale en charge de l'AEP | DGESS  ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales  Société civile |
| 4. Les outils de programmation et de suivi-évaluation sectoriels sont opérationnalisés dans leur volet AEP, en synergie avec le programme gouvernance | Direction Centrale en charge de l'AEP | DGESS  ONEA  Directions Régionales en charge de l'eau  Collectivités locales |

# SUIVI/ÉVALUATION

## Description du dispositif

Le PN-AEP sera doté d’un outil de suivi-évaluation de ses performances. La matrice des indicateurs d’impacts et d’effets propose une première batterie d’indicateurs objectivement vérifiables. L’étude baseline qui sera déclenchée au démarrage du PN-AEP aura pour tâche d’analyser ces indicateurs, de les modifier/améliorer, de définir leur valeur au temps T0 (situation de référence) et les valeurs cibles à atteindre en fin de programme. Une attention particulière sera portée au suivi-évaluation de l’application de l’AFDH. Chaque fois que cela est possible les indicateurs intégreront les thèmes transversaux du programme. Cette étude définira également les procédures pratiques pour le suivi de ces indicateurs telles que le chronogramme des activités de SE, la répartition des responsabilités, les mécanismes de collecte de données, les outils à utiliser. La plateforme BD-INO sera intégrée dans le SSE. L’utilisation des technologies de l’information et de la communication (TIC) sera promue.

Dans le cadre du programme gouvernance, il est prévu la réalisation d’un manuel de suivi-évaluation intégré des programmes de la politique nationale de l’eau. Ce manuel a pour objectif d’harmoniser et de garantir la cohérence d’ensemble du suivi-évaluation des programmes du secteur, y compris le suivi-évaluation du PN-AEP. Il déterminera, en définitive, les indicateurs, les méthodes de calcul, les modalités d’exploitation et de diffusion de ces données. C’est donc sur la base de ce manuel que sera établie la structuration finale du suivi-évaluation du PN-AEP.

Deux évaluations externes intermédiaires, quinquennales (2021 et 2026) et une évaluation externe finale seront organisées. Ces évaluations permettront notamment de valider la pertinence et le bon fonctionnement du dispositif de SE et, au besoin, de proposer des modifications à ce dispositif.

## Matrice de performance

Les performances du plan d’action seront mesurées à travers la matrice de performance ci-après.

Tableau 7 : Indicateurs de performance du PN AEP

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| OBJECTIF STRATEGIQUE : satisfaire durablement les besoins en eau potable des populations en quantité et en qualité | | | | | | | | | | |
| Indicateur de performance | **Type** | **Mode de calcul** | **Unité** | **Valeur initiale** | **Cible 2030** | **Méthode de collecte des données** | **Niveau de désagrégation** | **Responsable de la collecte** | **Fréquence** | **Sources des données** |
| Indicateur 1  Proportion de la population satisfaite par le service public d'eau potable | Impact | Numérateur : Nombre de personnes se déclarant satisfaites  Dénominateur: Echantillon total | % | A renseigner en 2016 | >75 | Enquête | Communerégion, national | DGESS | Tous les 5 ans | Rapports d'évaluation du PN-AEP |

| ACTION 1 : Accès universel à l’eau potable | | | | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| OBJECTIF OPERATIONNEL 1 : Assurer un accès universel des populations au service d’eau potable conformément à l'approche fondée sur les droits humains (AFDH) | | | | | | | | | | |
| Indicateur de performance | **Type** | **Mode de calcul** | **Unité** | **Valeur initiale** | **Cible 2030** | **Méthode de collecte des données** | **Niveau de désagrégation** | **Responsable de la collecte** | **Fréquence** | **Sources des données** |
| Indicateur 1 :  Taux d'accès national à l'eau potable | Effet | Numérateur: nombre de personnes qui ont accès selon les normes nationales  Dénominateur : population totale | % | A renseigner en 2016 | 100 | Inventaire et enquêtes | National  Régional  Communal | Direction centrale AEP et DGESS | Annuelle | Rapport performance PN-AEP  Annuaire statistique du secteur |
| Indicateur 2 :  Proportion de personnes vulnérables ayant un accès aux services durables d’AEP | Effet | Numérateur : Nombre de personnes vulnérables qui ont accès au service d’AEP  Dénominateur : Nombre de personnes vulnérables récensées | % | A renseigner en 2016 | 100 | Enquêtes | National  Régional  Communal | Communes  Directions régionales et centrale AEP + DGESS | Annuelle | Rapport performance PN-AEP  Annuaire statistique du secteur |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ACTION 2 : Gestion du service public de l'eau | | | | | | | | | | |
| OBJECTIF OPERATIONNEL 2 : Contribuer à la gestion durable des infrastructures d’AEP, dans le respect de l’accès universel au service de l’eau potable | | | | | | | | | | |
| Indicateur de performance | **Type** | **Mode de calcul** | **Unité** | **Valeur initiale** | **Cible 2030** | **Méthode de collecte des données** | **Niveau de désagrégation** | **Responsable de la collecte** | **Fréquence** | **Sources des données** |
| Indicateur 1 : Taux de fonctionnalité des ouvrages d’AEP (PMH, AEPS, AEP) | Effet | Numérateur : Nombre de systèmes AEP en milieu rural gérés un opérateur privé  Dénominateur : Nombre total de systèmes AEP en milieu rural | % | A renseigner en 2016 | 100 | Exploitation documentaire | Commune, région, national | Direction centrale AEP/directions régionales en charge de l’eau/communes | Annuelle | Rapports de performance du PN-AEP |
| Indicateur 4 :  Rendement total des installations de l’ONEA | Effet | Numérateur : volume d’eau facturé (eau potable et eau brute)  Dénominateur : volume d’eau brute exhaurée | % | 82% | 83 | Exploitation documentaire | National | ONEA | Annuelle | Rapports de performance de l’ONEA |

| ACTION 3 : Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion | | | | | | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| OBJECTIF OPERATIONNEL 3 : Améliorer les capacités de pilotage et de gestion du sous-secteur | | | | | | | | | | |
| Indicateur de performance | **Type** | **Mode de calcul** | **Unité** | **Valeur initiale** | **Cible 2030** | **Méthode de collecte des données** | **Niveau de désagrégation** | **Responsable de la collecte** | **Fréquence** | **Sources des données** |
| Indicateur 1:  Taux d’exécution financière du PN-AEP | Effet | Numérateur : budget annuel exécuté  Dénominateur: programmation budgétaire annuelle | % | A renseigner en 2015 | >95 | Exploitation documentaire | National, régional. | Directions centrale, régionales, AEP, | Annuelle | Rapport performance PN-AEP,  Budget sectoriel |
| Indicateur 2:  Taux de renseignement des indicateurs de suivi-évaluation du programme AEP | Effet | Numérateur : Nombre d’outils adaptés effectivement utilisés  Dénominateur : Nombre d’outils adaptés disponibles (selon une liste pertinente établie) | % | A renseigner en 2015 | 100 | Exploitation documentaire | National  régional | Directions centrale et régionales AEP, DGESS | Annuelle | Rapport performance PN-AEP |

# 

# COUT DU PLAN D’ACTION SUR LA PERIODE 2016-2020

Le coût du plan d’actions 2016 – 2020 s’élève à  **418 463 010 000** FCFA reparti comme suit

Action 1 : Accès universel à l’eau potable :394 570 010 000 F CFA soit 94,29% du coût total de la phase ;

* Action 2 : Gestion du service public de l'eau : 15 900 000 000 F CFA soit 3,80% du coût total de la phase
* Action 3 : Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion : 7 993 000 000 F CFA soit 1,91% du coût total de la phase

Le budget détaillé par activité est présenté dans le tableau ci – après :

Tableau 8 : Budget détaillé des activités sur la période 2016-2020

| **N°** | **Programme : Eau potable** | **2016** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1.** | **Action 1 : Accès universel à l’eau potable** | **33 245 211** | **63 381 548** | **72 066 390** | **107 998 371** | **117 878 490** | **394 570 010** |
| 1.1 | Tenir des ateliers de ciblage des investissements en utilisant les outils sectoriels de programmation (PCD-AEPA, BPO et sa matrice d'arbitrage, etc.) de façon à garantir la performance et l'équité |  | 1 365 000 | 1 820 000 | 2 730 000 | 3 185 000 | **9 100 000** |
| 1.2 | Conduire l’intermédiation sociale suivant le guide IMS-AEP |  | 2 048 000 | 2 730 120 | 4 095 180 | 4 777 710 | **13 651 010** |
| 1.3 | Réaliser l’inventaire des forages à grand débit dans les communes |  | 13 000 | - | - | - | **13 000** |
| 1.4 | Réaliser des implantations de forages à gros débit pour les CPE |  | 179 000 | 239 000 | 358 000 | 418 000 | **1 194 000** |
| 1.5 | Identifier et définir des caractéristiques des sites d’eau de surface (barrages existants et cours d’eau) pouvant être exploités pour l’AEP |  | 13 000 | - | - | - | **13 000** |
| 1.6 | Réaliser des forages à gros débit pour les CPE |  | 1 102 000 | 1 469 000 | 2 203 000 | 2 570 000 | **7 344 000** |
| 1.7 | Réaliser des piézomètres |  | 309 000 | 412 000 | 617 000 | 720 000 | **2 058 000** |
| 1.8 | Réaliser des études de CPE à partir d’eau de surface |  | 58 500 | 78 000 | 117 000 | 136 500 | **390 000** |
| 1.9 | Réaliser des études de CPE à partir d’eaux souterraines |  | 330 000 | 450 000 | 660 000 | 780 000 | **2 220 000** |
| 1.10 | Construire des CPE à partir d’eau de surface |  | 195 000 | 260 000 | 390 000 | 455 000 | **1 300 000** |
| 1.11 | Construire des CPE à partir d’eaux souterraines |  | 1 100 000 | 1 500 000 | 2 200 000 | 2 600 000 | **7 400 000** |
| 1.12 | Réaliser des études d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |  | 77 161 | 130 839 | - | - | **208 000** |
| 1.13 | Réaliser les travaux d’extension des réseaux ONEA dans les villages rattachés aux centres urbains |  |  | 741 935 | 1 258 065 |  | **2 000 000** |
| 1.14 | Réaliser des études d’adduction d’eau potable multi-villages |  | - | 159 000 | 1 908 000 | 2 544 000 | **4 611 000** |
| 1.15 | Construire des systèmes d’adduction d’eau potable multi-villages |  | 400 000 | 400 000 | 800 000 | 400 000 | **2 000 000** |
| 1.16 | Implanter et réaliser des PMH dans les villages | 13 988 057 | 14 022 617 | 3 006 698 | 3 507 814 | 3 507 814 | **38 033 000** |
| 1.17 | Réaliser des études d'AEPS |  | 1 108 124 | 3 946 478 | 4 957 398 | - | **10 012 000** |
| 1.18 | Réaliser des travaux de construction de nouvelles AEPS | 16 135 200 | 12 597 120 | 16 796 160 | 25 194 240 | 29 393 280 | **100 116 000** |
| 1.19 | Augmenter les capacités de production de l’ONEA |  | 3 680 438 | 4 907 250 | 7 360 875 | 8 587 688 | **24 536 250** |
| 1.20 | Augmenter les capacités de stockage de l’ONEA |  | 7 360 875 | 9 814 500 | 14 721 750 | 17 175 375 | **49 072 500** |
| 1.21 | Etendre les réseaux de distribution de l’ONEA |  | 3 680 438 | 4 907 250 | 7 360 875 | 8 587 688 | **24 536 250** |
| 1.22 | Créer de nouveaux centres ONEA |  | 9 814 500 | 13 086 000 | 19 629 000 | 22 900 500 | **65 430 000** |
| 1.23 | Réhabiliter/Mettre à niveau des AEPS | 1 343 200 | 2 313 289 | 3 059 511 | 4 701 200 | 5 372 800 | **16 790 000** |
| 1.24 | Réhabiliter des PMH | 1 778 754 | 1 614 487 | 2 152 649 | 3 228 974 | 3 767 136 | **12 542 000** |
| **2.** | **Action 2 : Gestion du service public de l'eau** | **27 000** | **2 212 788** | **3 312 418** | **4 907 443** | **5 440 353** | **15 900 000** |
| 2.1 | Actualiser et poursuivre la mise œuvre de la Réforme de gestion des ouvrages hydrauliques |  | 1 475 400 | 1 967 200 | 2 950 800 | 3 442 600 | **9 836 000** |
| 2.2 | Finaliser et adopter la stratégie PPP sectorielle | 27 000 | 14 500 | 5 500 |  |  | **47 000** |
| 2.3 | Accompagner les maitres d'ouvrages dans la mise en place de dispositifs PPP |  |  | 117 000 | 157 000 | 117 000 | **391 000** |
| 2.4 | Informer/sensibiliser les opérateurs économiques et des autres acteurs du sous-secteur sur le PPP |  |  | 87 000 | 116 000 | 87 000 | **290 000** |
| 2.5 | Diffuser la stratégie PPP auprès des opérateurs économiques et des acteurs de l’eau potable |  |  | 55 000 | 127 000 |  | **182 000** |
| 2.6 | Mener une étude et mettre en place une régulation du service public de l'eau |  | 115 800 | 154 400 | 231 600 | 270 200 | **772 000** |
| 2.7 | Adopter et appliquer une péréquation des prix adaptée à un système de gestion durable des infrastructures (politique tarifaire en milieu rural et semi-urbain) |  | 1 770 | 2 360 | 3 540 | 4 130 | **11 800** |
| 2.8 | Organiser un dialogue social sur le prix de l’eau au niveau régional et national (concertations) |  | 5 310 | 7 080 | 10 620 | 12 390 | **35 400** |
| 2.9 | Accompagner les communes pour l'identification de solutions locales d'inclusion des couches vulnérables |  | 10 620 | 14 160 | 21 240 | 24 780 | **70 800** |
| 2.10 | Organiser dans les 13 régions, des campagnes d’information/sensibilisation des communes sur l’intercommunalité |  |  | 11 000 | 7 000 |  | **18 000** |
| 2.11 | Relire les critères d’allocation des ressources transférées et intégrer Les modalités pratiques qui prennent en compte l’équité, l’encouragement à l’efficacité et l’efficience, le regroupement pour les travaux et la mutualisation pour la gestion des ouvrages |  | - | 2 000 | - | - | **2 000** |
| 2.12 | Mettre en œuvre les recommandations de l’étude sur l’intercommunalité |  | - | 1 650 | 1 650 | 1 700 | **5 000** |
| 2.13 | Poursuivre les activités d’optimisation des charges d’exploitation |  | 450 000 | 600 000 | 900 000 | 1 050 000 | **3 000 000** |
| 2.14 | Elaborer une stratégie nationale de surveillance de la qualité de l’eau de consommation |  | 9 293 | 12 390 | 18 585 | 21 683 | **61 950** |
| 2.15 | Mettre en œuvre la stratégie de surveillance de la qualité de l’eau de consommation : élaboration des outils, renforcement des capacités techniques |  | - | 102 218 | 102 218 | 105 315 | **309 750** |
| 2.16 | Renforcer le réseau de laboratoire, mécanisme de financement pérenne du fonctionnement du dispositif de surveillance |  | 130 095 | 173 460 | 260 190 | 303 555 | **867 300** |
| **3.** | **Action 3: Renforcement du cadre institutionnel et des instruments de gestion** | **-** | **1 692 335** | **2 807 715** | **1 880 540** | **1 612 410** | **7 993 000** |
| 3.1 | Elaborer et mettre en œuvre en lien avec le programme gouvernance, des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur AEP : publics, CT, ONG, privés |  | 333 000 | 444 000 | 666 000 | 777 000 | **2 220 000** |
| 3.2 | Tenir des ateliers régionaux, provinciaux et communaux d’information et de communication du programme (PN AEP) |  | 55 500 | 499 500 | - | - | **555 000** |
| 3.3 | Mettre en oeuvre la stratégie de communication pour l’information et la sensibilisation des acteurs stratégiques du PN-AEP |  | 37 500 | 50 000 | 75 000 | 87 500 | **250 000** |
| 3.4 | Vulgariser le guide IMS-AEP |  | 37 200 | 49 600 | 24 800 | 12 400 | **124 000** |
| 3.5 | Suivre et capitaliser l’application du guide IMS –AEP sur le terrain |  | 7 750 | 7 750 | 7 750 | 7 750 | **31 000** |
| 3.6 | Elaborer les outils d’opérationnalisation du programme(manuel de suivi évaluation, manuel d’exécution, canevas de rapportage du PN AEP, manuel de procédures administrative, financière et comptable, plan de communication, BPO régionaux et communaux, fiches de programmations, PCD-AEPA, normes et critères, document de prescription technique des ouvrages AEP, etc.) |  | 577 800 | 963 000 | 385 200 | - | **1 926 000** |
| 3.7 | Elaborer un système de monitoring des principes de l’AFDH dans le cycle de réalisation des ouvrages y compris évaluation de l’accès des pauvres aux services d’eau potable |  | 216 585 | 288 780 | 433 170 | 505 365 | **1 443 900** |
| 3.8 | Mettre en œuvre la feuille de route d’AMOC en matière d’AEP |  | 427 000 | 505 085 | 288 620 | 222 395 | **1 443 100** |
|  | **Total Général** | **33 272 211** | **67 286 670** | **78 186 522** | **114 786 353** | **124 931 253** | **418 463 010** |

# MODALITES DE FINANCEMENT

Le financement du PN-AEP se fera par la contribution des principaux acteurs que sont l’Etat, les PTF, les ONG, les collectivités, le privé national et international et les usagers. Chacun de ses acteurs formulera sa contribution en privilégiant les modalités de financement appropriées comme les appuis budgétaires (sectoriels), les appuis projets, les paniers communs et les PPP.

## La contribution de l’ETAT

Elle se fera sous forme de financement direct de projets nationaux AEP sur ressources propres de l’Etat ou sous forme de contrepartie aux financements de projets réalisés sur ressources extérieures. La contribution de l’Etat au financement du programme se fera également sous forme d’apport aux paniers communs ou d’apport dans le Partenariat public privé.

L’Etat financera aussi le programme par des apports financiers dans le cadre des contrats plan signés avec l’ONEA.

Dans l’ensemble cette contribution se fera à travers les structures centrales de l’Etat, ou les unités de coordination des projets ou par délégation par les structures déconcentrées de l’Etat ou encore à travers des transferts faits aux collectivités territoriales.

## La contribution des Partenaires Techniques et Financiers

Elle se fera à travers des appuis projets, des appuis budgétaires et des apports aux paniers communs pour la plupart des PTF et exceptionnellement par des appuis directs au financement de certaines composantes ou activités du programme pour certains PTF. Ces appuis se feront soit directement à travers le budget l’Etat, soit au niveau des cellules de projets, au niveau central, déconcentré ou décentralisé ou encore directement à des structures autonomes (comme l’ONEA).

## . La contribution des ONG

La contribution des ONG au financement du programme se fera à travers des appuis directs ou encore des appuis projet. Elles financeront certaines activités et composantes du programme aux bénéfices des populations et dans certains cas au bénéfice des administrations et autres acteurs du secteur.

## La contribution des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales participeront aux financements du programme avec des apports de fonds propres pour la réalisation de leurs propres projets ou par des apports de contrepartie à la réalisation de projets financés par d’autres acteurs. Elles pourront également contribuer à travers les investissements du Fonds d’Investissement des collectivités ou se substituer aux populations pour payer leur contribution à la réalisation des ouvrages.

## . La contribution du privé

Le privé national et international est appelé à contribuer aux financement du programme en apportant des fonds pour la réalisation des ouvrages et des services dans le cadre des partenariats publics privés prévus dans le dispositif de réalisation, de financement et de gestion des ouvrages du programme. Ils financeront directement des ouvrages d’AEP aux bénéfices des populations.

## . La contribution des usagers

La contribution financière des usagers sert à couvrir les charges récurrentes des infrastructures en eau potable. La réforme adopté en 2000 et actuellement généralisée sur le territoire national, a prévu le financement de ces charges récurrentes sur la vente de l’eau. Par conséquent la contribution financière des usagers ne sera pris en compte dans le coût du programme et des plans d’actions.

Sur la base des tendances observées dans la réalisation du PN AEPA 2015 et tenant compte du principe d’aller vers un accès universel à l’eau potable qui génère un besoin financier important la contribution attendue par acteur pour le financement global du programme est respectivement de :

Tableau 9 : Répartition du financement de la tranche 2016 – 2020 du PN/AEP par source

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Ressources | Plan de financement en milliers F CFA | |
| **2016 – 2020** | |
| Budget national (ressources propres) y compris collectivités | 62 769 302 | 15% |
| Partenaires de développement y compris ONG | 347 324 668 | 83% |
| Privés | 8 369 040 | 2% |
| Total | **418 463 010** | ***100%*** |

# HYPOTHESES ET RISQUES DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2016 – 2020

## Hypothèses

La mise en œuvre du PN-AEP repose sur la principale hypothèse logique suivante : les actions développées permettront de réaliser l'accès universel à l'eau potable en 2030. Cette hypothèse logique sera vérifiée lors des évaluations qui seront conduites tout au long de la mise en œuvre du programme et les actions prévues seront recadrées si nécessaire pour assurer l’atteinte des objectifs spécifiques et de l’objectif global du programme.

L'atteinte des objectifs du PN-AEP est conditionnée par les principaux prérequis suivants :

1. La mobilisation des financements à la hauteur des ambitions ;
2. La volonté politique de favoriser l'accès au service public de l'eau aux couches les plus vulnérables de la population à travers notamment la mise en place d'une politique de tarification combinant la durabilité du service et la solidarité nationale ;
3. L'aboutissement des reformes structurelles prévues dans le cadre du programme gouvernance et visant une amélioration significative de l'efficacité institutionnelle du secteur.

## . Risques et mesures d’atténuations

Tableau 10 : Risques et mesures d'atténuation

| Niveau | Risque | Mesures d'atténuation |
| --- | --- | --- |
| Contextuel | Instabilité politique pouvant perturber ou compromettre le fonctionnement de l’administration ou la mise en œuvre de l’aide au développement | Hors de portée du programme |
| Institutionnel | Insuffisance des financements | Plaidoyer du Ministère chargé de l’eau auprès des bailleurs y compris Ministère des finances  Création des conditions favorables à la participation du privé au financement du service public de l'eau en lien avec le PGEA |
| Résistances aux réformes institutionnelles y compris la décentralisation | Veille citoyenne en lien avec le PGEA |
| Programmatique | Des communes n'assument pas leurs nouvelles responsabilités en matière d'AEP | Promotion de l'émulation et des principes de bonne gouvernance dans l'allocation des ressources aux communes |
| Conflits avec les autres programmes de la politique nationale de l’eau | Prévention par le dialogue et la concertation  Mise en place d'un cadre logique intégré de tous les programmes de la politique nationale de l'eau |
| Instabilité sociale suite à la revendication de leurs droits par les citoyens | Prévention par le dialogue et la concertation  Renforcement des mécanismes de transparence et de reddition des comptes en lien avec le PGEA |

1. Bien que cette composante soit prise en charge par le Volet GIRE, nous citons cet axe afin d’insister sur son importance stratégique dans la réussite du PN AEP [↑](#footnote-ref-1)
2. Selon le rapport « Post 2015 HLP-report – French- www.unwater.org» communiqué par la Banque Mondiale, le programme de développement pour l’après-2015 défini l’accès universel à l’AEP comme suit: «garantir à tous l’accès à l’eau potable dans les foyers, les écoles, les centres de santé et les camps de réfugiés. Il s’agit là d’une norme minimale internationale applicable à tous, indépendamment du quintile de revenus, du sexe, de la situation géographique, de l’âge ou d’autres critères ». [↑](#footnote-ref-2)